



Séance du 02 décembre 2014.

Restitution de l'intervention de :

Muriel Damon

Par l'équipe d'auditeurs : Barbara, Joëlle, Michèle, Roland, André et Gilles

TITRE : La démocratie : mythe ou réalité ?

Troisième partie

Jean-Robert Alcaras : Bonsoir à tous merci de venir si nombreux. Je vous présente le programme de la soirée : à 20h nous aurons Michèle Perin qui est professeure des écoles très récemment en retraite, qui a été une longue militante de la coopération à l'école, notamment dans le cadre de l'OCCE (office central de la coopération à l'école) ; elle nous propose cette année une réflexion sur la démocratie à l'école ou l'école de la démocratie ce qui est quand même une thématique forte et traditionnelle si j'ose dire du mouvement de la coopération à l'école. Ça c'est pour tout à l'heure à 20h et tout de suite je laisse la parole à Muriel pour sa dernière séance de cours, je sais qu'elle a beaucoup de choses à vous dire donc je ne vais pas faire long. On la remercie encore.

Muriel Damon : Bonsoir à tous. Je vais terminer par la dernière partie de ce cours où je vais analyser la démocratie des modernes. Je ne vais pas entrer dans le détail des différences entre les démocraties existantes et je vais d'abord commencer par récapituler rapidement les caractéristiques de la démocratie antique, les problèmes qu'elle a posé et ensuite je m'intéresserai aux fondements des démocraties modernes et dans un dernier temps je répondrai à ma question « démocratie : mythe ou réalité ? » en me demandant si notre démocratie peut être encore qualifiée vraiment de démocratie, sommes-nous dans une véritable démocratie ?

Donc d'abord récapitulation rapide de la démocratie antique et de ses difficultés surtout. Donc mon but, si j'ai longuement parlé de la démocratie antique, c'était pour montrer qu'une autre démocratie a existé, une démocratie beaucoup plus démocratique que la nôtre ça c'est certain, donc ça signifie qu'une autre démocratie non seulement est concevable mais a été réalisée. Alors quelles sont les caractéristiques de cette démocratie ? on a dit l'isonomie : on a dit que cette isonomie était une isocratie c'est-à-dire un partage de l'exercice du pouvoir qui repose sur l'égalité de l'accès aux charges, ou presque, le tirage au sort et le roulement de ceux qui ont des fonctions de gouvernement. Donc dans cette démocratie athénienne il n'y a absolument pas de séparation des pouvoirs, pas de séparation des pouvoirs puisque c'est le peuple qui légifère, qui gouverne et qui juge donc ceux qui sont gouvernés sont à un moment donné gouvernants, peut-être pas tous mais presque ; donc on a vu également que cette isonomie et cette isocratie s'accompagnaient d'une égalité de parole et on voit donc que l'égalité des citoyens est la condition de la liberté ; liberté de prendre la parole, liberté de décider, liberté finalement de ne pas obéir à des hommes mais d'obéir à des lois, à des lois qui expriment la décision de la communauté.

Donc on peut dire que l'égalité et la liberté définissent la démocratie, la démocratie athénienne. Mais justement cette égalité et cette liberté qui définissent la démocratie athénienne ne sont pas sans poser des problèmes et il me semble que il y a des problèmes inhérents à cette

démocratie athénienne, je ne dis pas insurmontables mais en tout cas inhérents à cette démocratie. Alors quels sont ces problèmes, je le présente un peu différemment de ce que j'avais dit, quels sont ces problèmes ?

D'une part si on pense que l'égalité dans le partage du pouvoir implique le tirage au sort puisque le tirage au sort permet justement le roulement, si on pense que l'égalité dans le partage du pouvoir implique le tirage au sort alors cette démocratie n'est-elle pas condamnée à devenir le règne de l'incompétence ? On avait vu que les décisions étaient prises collégalement mais est-ce que ça suffit ? et donc ici il y a un problème qui se pose qui est : comment concilier l'exigence d'égalité dans le partage du pouvoir donc une égalité qui n'est pas simplement une égalité du citoyen qui prend des décisions mais une égalité du citoyen qui exerce le pouvoir ? Donc comment concilier cette exigence d'égalité du citoyen dans l'exercice du pouvoir et les compétences qui semblent nécessaires à l'exercice du pouvoir politique en général ? Donc est-ce que la démocratie n'est pas condamnée à être le règne de l'incompétence ? C'est bien ce que lui reprochera Platon.

Deuxième problème, si au contraire on donne le pouvoir à ceux qui en sont capables ou à ceux qui semblent en être capables, comment les désigner, comment désigner ces individus qu'on pense être capables de gouverner ? On se dit alors qu'il y a une autre solution, cette autre solution c'est l'élection ; mais est-ce que l'élection n'entraîne pas nécessairement la démagogie ? A partir du moment où il y a élection est-ce que il n'y a pas finalement le règne de la rhétorique et de la démagogie ? Pour que justement certains soient élus plutôt que d'autres n'y arrivent-ils pas par la rhétorique et la démagogie ?

Troisième problème qui concerne l'égalité de parole dont j'ai longuement parlé, cette égalité de parole qui est constitutive de la démocratie est-ce que cette égalité de parole est en réalité compatible avec le logos qui vise la vérité ? A partir du moment où il y a égalité de parole, à partir du moment où tous peuvent prendre la parole est-ce que ne s'installe pas là aussi encore le règne de la rhétorique démagogique ? Donc peut-on finalement concilier égalité de parole et un logos qui vise la vérité ?

Quatrième problème, est-ce que il est possible de faire en sorte que la liberté, c'est-à-dire la liberté de parole, la liberté de décision, la liberté de gouverner ; est-ce qu'il est possible de faire en sorte que cette liberté ne devienne pas licence, c'est-à-dire une liberté sans foi ni loi, une liberté complètement dérégulée ? Donc en fait on s'aperçoit que le problème qu'a rencontré cette démocratie antique c'est de concilier l'égalité et la liberté. L'égalité apparait comme la condition absolument nécessaire de la liberté politique puisque justement personne n'a un droit que les autres n'ont pas donc vraiment l'égalité semble être la condition de la liberté mais en même temps on a l'impression que cette égalité engendre son contraire produit son contraire, et son contraire c'est l'incompétence, la démagogie, la licence, la licence qui finalement détruit la liberté qui sont liberticides puisque elles mènent à la tyrannie ou plus généralement à la fin de la démocratie. Donc comment concilier liberté et égalité ou égalité et liberté puisque justement l'égalité semble produire aussi le contraire de la liberté à savoir incompétence, démagogie et licence.

Donc ma question aujourd'hui sera : comment les modernes ont-ils cherché à résoudre ces problèmes et la solution trouvée est-elle satisfaisante ? Donc je passe maintenant à l'analyse des fondements des démocraties modernes.

Les démocraties antiques et modernes ne reposent absolument pas sur les mêmes fondements parce que le contexte historique et les sociétés dans lesquelles elles apparaissent ne sont absolument pas les mêmes. Il me semble, comme je l'avais dit, que la démocratie antique, la démocratie athénienne finalement, sont l'aboutissement d'un processus d'affirmation de la loi. Affirmation de la loi écrite qui remplace ou qui s'ajoute plutôt aux lois non écrites, aux coutumes et aux croyances et finalement l'aboutissement de ce processus d'affirmation de la loi c'est l'isonomie

c'est-à-dire l'égalité devant la loi ; cette égalité devant la loi marque, en quelque sorte, le triomphe de la loi, ça marque le triomphe de la loi puisque nul n'échappe à la loi. Tout le monde en tant que sujet de la loi est soumis à la loi, tout le monde en tant que législateur participe à ce processus d'institution de la loi et tout le monde peut gouverner conformément aux lois. Donc il me semble qu'il y a là un processus historique d'affirmation de la loi qui aboutit aux démocraties antiques et, c'est pour cela que la question politique centrale du monde antique c'est la question du meilleur régime c'est-à-dire de la meilleure constitution, la question de la meilleure constitution ; quelles sont finalement les meilleures lois ? Comment organiser la cité avec des lois qui sont les meilleures ? Mais le meilleur dans l'antiquité ça veut dire celui qui correspond le mieux à la nature humaine, donc celui qui va permettre aux hommes de devenir meilleurs. Permettre aux hommes de devenir meilleurs c'est-à-dire d'accomplir leurs vertus qui leur sont propres, d'accomplir ce dont ils sont capables, ce qui définit leur humanité. Donc le politique dans la philosophie antique n'est pas pensé comme une gestion des droits individuels mais il est pensé comme quelque chose qui doit conduire au meilleur et qui doit rendre l'homme meilleur, qui doit permettre à l'homme d'accomplir le mieux possible son humanité.

Et donc l'idée ici, la question ça devient la question de savoir quelle est la constitution la plus juste ? la plus juste, c'est-à-dire celle dans laquelle chacun a la place qui lui convient. La constitution qui permet à chacun, en tenant compte des différences de chacun, d'actualiser ses potentialités et de réaliser au mieux sa nature et c'est précisément parce que Platon se situe dans cette perspective qu'il condamne radicalement la démocratie. Il condamne radicalement la démocratie parce que il pense que l'égalité démocratique ne permet pas justement de donner à chacun sa juste place, l'égalité démocratique finalement réalise, comme on le dirait maintenant, un nivellement par le bas qui ne met personne à la place qui lui convient.

Alors les modernes ne posent plus du tout la question politique en ces termes, vous ne verrez jamais à l'heure actuelle un homme politique parler de ce qu'il fait en terme de recherche du meilleur, en terme de recherche de quelque chose qui permettrait au peuple de réaliser son humanité et de s'accomplir. Alors pourquoi la question politique n'est-elle pas du tout posée en ces termes ? Essentiellement pour deux raisons. On n'est pas du tout dans un processus d'affirmation de la loi mais dans un processus de constitution des états ; processus de constitution des états, processus de constitution des états au XVI^{ème} siècle et c'est dans ce processus de constitution des états au XVI^e siècle que vont apparaître progressivement les concepts qui vont conduire à la démocratie. Et donc ces états qui se constituent au XVI^{ème} siècle, cela dépend des états, puis XVII^{ème}, XVIII^{ème}, XIX^{ème} même, ces états qui se constituent cherchent à imposer leurs lois, cherchent à montrer leur légitimité, à convaincre de leur légitimité et à convaincre contre quoi ? d'une part le pouvoir féodal et d'autre part l'église. Donc on n'est plus dans la question du meilleur régime on est maintenant dans la question de la légitimité du pouvoir de l'état et notamment, d'abord, la légitimité de la monarchie.

D'autre part, deuxième raison, si on ne pose plus la question du meilleur régime c'est aussi parce que disparaît la référence à une transcendance, c'est-à-dire, elle ne disparaît pas en tant qu'idée bien sûr, mais elle disparaît en tant que fondement premier du politique ; ce n'est pas quelque chose qui dépasse les volontés individuelles et qui s'impose aux volontés individuelles qui va fonder le pouvoir de l'état. Donc on n'est plus du tout dans l'idée d'un meilleur à réaliser que ce soit la nature humaine, que ce soit un ordre du cosmos qui dépasse les individus ou les vérités réalisées, on n'est plus du tout là-dedans, on se débarrasse finalement de tous ces fondements transcendants et notamment et bien de celui de Dieu et de celui d'une hiérarchie naturelle des hommes.

Et la question à ce moment-là c'est si on ne fonde plus le pouvoir politique sur la vérité, sur un ordre cosmique ou sur la nature, si on ne fonde plus là-dessus, sur quoi fonder le pouvoir politique et le pouvoir de l'état ? sur quoi fonder les rapports de commandement et d'obéissance ?

Et bien, ce qui sera alors le fondement quand finalement on refuse de donner comme fondement premier un fondement transcendant, ce qui sera le fondement c'est le consentement de chacun ; et donc arrive l'idée au XVI^e siècle avec le premier à l'avoir énoncé c'est Théodore de Bèze donc en 1575 ; Théodore de Bèze admet que le pouvoir de l'état repose sur le consentement des individus. C'est le consentement des individus qui seul peut légitimer le pouvoir de l'état c'est-à-dire qu'il nous dit que l'autorité de l'état ne peut se fonder que sur ceux sur lesquels elle s'exerce. Cette idée de consentement immédiatement conduit à une autre idée qui est l'idée de contrat social. Si le pouvoir de l'état repose sur le consentement des individus ça signifie qu'il y a eu ou qu'il doit y avoir un contrat, un contrat soit tacite soit explicite passé entre les individus et donc les individus ont passé un accord, un pacte, un contrat qui crée des obligations juridiques et politiques ; et l'idée ici finalement est que ce qui est à l'origine qui seul peut légitimer le pouvoir de l'état c'est le fait que les individus par contrat ont accepté d'obéir à autre chose qu'à eux-mêmes ; ils ont accepté d'obéir au pouvoir de l'état.

Donc les conséquences de cette idée de consentement et de contrat social sont très importantes parce que ça signifie que le roi ou le prince ne sont roi ou prince que par le consentement du peuple, en tout cas c'est ce qui légitime leur pouvoir et ça signifie que le contrat, il lie le peuple au roi ou au prince et il lie le peuple au roi ou au prince et non pas à Dieu il y a là un contrat même si Dieu peut par ailleurs fonder le pouvoir politique du roi, apporter un autre fondement, mais en tout cas il y a un contrat qui lie seulement le peuple et le roi et sans ce contrat qui lie le roi au peuple et bien son pouvoir n'est pas un pouvoir légitime c'est le pouvoir d'un tyran qui n'est pas légitime.

Mais alors quels sont ces individus qui contractent ? Comment cet homme qui contracte et qui finalement légitime le pouvoir de l'état comment est-il pensé ? Et bien, les individus qui contractent sont pensés comme des individus qui sont par nature égaux en droit. Ils sont égaux en droit parce que précisément ce n'est pas une hiérarchie naturelle qui est à l'origine du pouvoir de l'état donc si ce n'est pas une hiérarchie naturelle ou voulue par Dieu qui est à l'origine du pouvoir de l'état alors ce qui est à l'origine du pouvoir de l'état c'est le consentement d'individus égaux ; d'autre part ces individus égaux ils sont naturellement libres, ils sont naturellement libres et c'est justement cette liberté des individus qui est à l'origine du contrat c'est parce qu'ils sont libres qu'ils ont décidé à un moment donné de ne plus obéir à eux-mêmes mais d'obéir à l'état donc le pouvoir de l'état repose sur la décision et sur la volonté d'individus naturellement libres et la seule limite de leur liberté et de leurs droits de faire tout ce qu'ils veulent ; donc là c'est la même chose la liberté c'est le droit de faire ce qu'on veut et bien la seule limite de ce droit, avant que les individus décident d'obéir à l'état, la seule limite de ce droit c'est leur pouvoir. Donc les hommes qui contractent et qui consentent sont des individus naturellement égaux en droit et naturellement libres.

Alors c'est quand même très curieux cette histoire parce que s'ils sont égaux et s'ils sont libres pourquoi ont-ils consenti à renoncer à leur liberté ? Pourquoi ont-ils consenti à obéir au pouvoir de l'état et à abandonner leur liberté naturelle c'est-à-dire leur liberté de faire tout ce qu'ils veulent ? Si on pense l'être humain c'est-à-dire nous tous comme des individus qui sont par nature égaux et qui sont par nature libres, on a du mal à comprendre pourquoi nous avons accepté d'obéir à des lois et d'obéir au pouvoir de l'état. Et bien l'idée ici c'est, ils ne sont pas complètement stupides, donc ils ont consenti en échange d'autre chose. Ils ont consenti en échange d'autre chose, il y a eu un donnant/donnant, pas forcément d'ailleurs mais en tout cas ils ont, par là, voulu obtenir quelque chose. Qu'ont-ils voulu obtenir en échange ? La réponse à cette question c'est ce qui va fonder le pouvoir de l'état. La réponse à cette question sera variable selon les philosophes du contrat social, il y aura différentes réponses on le verra.

Donc pour résumer on peut dire que la philosophie politique moderne abandonne la question du meilleur régime au profit de la question de la légitimité du pouvoir de l'état et que d'autre part cette philosophie politique invente de nouveaux concepts : le concept de consentement le contrat social et d'égalité naturelle, de liberté naturelle, de droit naturel. Donc nous avons ici finalement les prémices de l'individu qui sera celui des droits de l'homme. La question maintenant c'est comment finalement ces concepts et cette question de la légitimité du pouvoir de l'état, comment va-t-elle conduire à la démocratie ? Parce que, en fait, on peut très bien penser ces concepts sans aboutir à l'idée que le seul régime légitime est une démocratie. Donc pour développer ce point, pour montrer que justement les concepts de consentement, droit naturel, liberté naturelle, de contrat social ne conduisent pas nécessairement à la démocratie je vais développer d'abord la position de Hobbes et puis je vais montrer à partir de là pourquoi néanmoins ils y ont conduit et je développerai à ce moment-là la position de Rousseau.



Hobbes est un philosophe anglais du XVII^e siècle et son ouvrage fondamental est «Le Léviathan » et ici vous voyez la reproduction de la page du titre Léviathan publié en 1651. Donc sur l'image nous avons l'illustration de ce qu'est « Le Léviathan ». Alors on voit sur l'image ici Londres, représentation de Londres avec des collines et au-dessus de Londres et des collines nous avons la représentation du monarque qui, selon les traductions ressemble soit à Cromwell soit à Charles 1^{er} ; ce monarque tient dans une main une épée et dans l'autre main le sceptre et il se dresse comme un géant au-dessus des collines, au-dessus de la ville, au-dessus du peuple et on voit en dessous dix médaillons qui d'un côté représentent le pouvoir donc du monarque avec le château fort, la couronne, le canon etc et de l'autre côté le pouvoir ecclésiastique. Et il écrit en haut en latin « *non est potestas super terram quae comparetur ei* » qui signifie que finalement il n'y a pas de pouvoir sur terre comparable à celui-ci. « *Le Léviathan* » a été condamné par le parlement en 1666. Alors pourquoi a-t-il été condamné ? Et bien il a été condamné parce que le Léviathan est à l'origine un monstre biblique, c'est un monstre biblique, un monstre marin, un monstre marin qui est présenté comme un monstre absolument effrayant, qui est au-dessus de toutes les créatures et qu'il terrifie et qui est présenté également comme le roi de tous les enfants de l'orgueil (chapitre 28 du Léviathan). Donc ce Léviathan pour Hobbes c'est la métaphore du pouvoir politique de l'état et Hobbes en comparant le pouvoir de l'état à un Léviathan ne veut absolument pas montrer que le pouvoir de l'état ne doit pas être un Léviathan ; il veut au contraire montrer que le pouvoir de l'état doit être semblable au pouvoir du Léviathan. Donc en fait Hobbes est le défenseur d'une monarchie absolue.

Alors qu'est-ce qui conduit Hobbes, à partir des concepts, quand même c'est étonnant, de consentement, de liberté naturelle, de contrat social, d'égalité naturelle des individus, qu'est-ce qui conduit Hobbes à cette idée que le pouvoir de l'état doit être un pouvoir absolu ? Au chapitre 9 du « *Léviathan* » Hobbes fait une analyse des passions humaines c'est-à-dire de tous les affects qui s'imposent en l'homme, que l'homme subit, qu'il n'a pas choisis qui constituent sa nature, et donc de ses désirs, de ses sentiments, de ses émotions et il dit que il y a deux affects dominants, ceux qui sont les plus puissants et qui sont finalement à l'origine de la plupart de nos conduites, ces deux affects sont : la recherche du pouvoir, le désir de pouvoir et la vanité. Le désir de pouvoir et la vanité qui d'ailleurs sont indissociables, qui vont ensemble et l'idée de Hobbes c'est que l'homme cherche naturellement à surpasser ses semblables. Il veut être supérieur, mais il ne veut pas simplement être supérieur, il veut voir cette supériorité reconnue et c'est pour cela qu'il est vaniteux, c'est pour cela que la recherche du pouvoir est indissociable de la vanité parce que il veut que les autres reconnaissent sa supériorité et l'idée de Hobbes c'est que finalement nous ne pouvons prendre plaisir à nous-mêmes qu'à cette condition ; non seulement avoir des droits mais être reconnu par les autres dans, justement, notre pouvoir et pour nous c'est ce qui fait notre valeur, nous nous estimons finalement en fonction du degré de pouvoir que nous avons ; et, ce degré de pouvoir que nous avons il se manifeste de façons différentes, il peut se manifester par la peur qu'on inflige aux autres, par la soumission des autres et finalement par l'aide qu'ils nous demandent ; donc on peut parfois avoir l'impression d'être très généreux parce que on aide ceux qui sont en demande mais finalement il n'y a là que l'expression de notre désir de pouvoir puisqu'on vient nous demander de l'aide c'est parce que nous avons du pouvoir.

Donc l'homme se sent honoré et satisfait dès qu'il sent que son pouvoir est reconnu, par contre il se sent déshonoré, méprisé, et cela très facilement dès qu'on ne lui obéit pas, dès qu'on n'accorde pas d'importance à sa personne. Donc, en fait, pour Hobbes les hommes sont lancés dans une course sans fin, pour le pouvoir et pour les honneurs. Donc il y a chez l'homme un désir insatiable de pouvoir et d'honneurs, l'homme ne peut jamais vivre, pour Hobbes, dans la quiétude et la paix intérieure, il n'en a jamais assez, il a toujours besoin d'être encore davantage reconnu dans son pouvoir et son honneur puisque ce qu'il veut, c'est surpasser les autres. Donc si notre désir fondamental c'est de surpasser les autres et bien il n'y a pas de fin à ce désir et on voit déjà par-là que l'homme, en raison de ses passions, est finalement en danger de mort puisque ça caractérise l'homme c'est-à-dire tous les hommes.

Au chapitre 13 du « *Léviathan* », Hobbes va faire une description de la condition de l'homme à l'état de nature. Tous les philosophes du contrat social c'est-à-dire tous ceux qui pensent que le pouvoir légitime repose sur un contrat pensent forcément qu'il y a un avant ce contrat et cet avant, c'est ce qu'ils appellent l'état de nature. Cet état de nature va être pensé très différemment par Hobbes, par Locke, par Rousseau mais ils sont tous, ils partent tous de cette idée qu'il y a un état de nature c'est-à-dire une condition des hommes avant qu'il y ait des lois et un pouvoir politique capable d'imposer ces lois. Donc qu'est-ce qui caractérise les hommes à l'état de nature selon Hobbes ? Ils ont, comme on vient de le voir cette passion du pouvoir, cette recherche des honneurs, de l'estime des autres et ils l'ont tous, donc ça caractérise tous les hommes et d'autre part tous ces hommes animés par la passion du pouvoir, tous ces hommes sont égaux par nature ; ils sont égaux par nature au sens, c'est toujours pareil cela ne veut pas dire que nous avons tous les mêmes qualités ou les mêmes dispositions etc... mais ça veut dire que les différences entre nous ne sont pas telles que certains sont faits pour commander et d'autres pour obéir. Donc il y a une égalité des droits naturels et puisqu'il y a cette égalité des droits naturels tous les hommes poursuivent les mêmes buts : les honneurs, le pouvoir et ils ne voient pas pourquoi, en raison de cette égalité naturelle, ils ne voient pas pourquoi ils n'auraient pas ce que les autres ont ; et donc cette égalité naturelle des hommes, étant donné qu'elle est associée à une nature passionnelle de l'homme, cette égalité naturelle de l'homme conduit à la rivalité des hommes donc pour Hobbes égalité naturelle plus passion humaine du pouvoir et des honneurs conduit à rivalité des hommes ; rivalité des hommes et cette rivalité des hommes conduit elle-même à autre chose qui est une querelle, une guerre, ce que Hobbes appellera la guerre de tous contre tous. Les hommes sont en guerre les uns contre les autres puisque justement ils sont rivaux, puisque chacun cherche à surpasser les autres, puisque personne ne supporte le mépris des autres. Donc il y a un état de guerre permanent, un état de guerre permanent ça veut dire un état de conflit permanent ; bien sûr ce n'est pas une guerre organisée, ce n'est pas une guerre entre états, c'est un conflit permanent entre les individus parce qu'ils ont besoin des autres pour être estimés, parce qu'ils recherchent les honneurs mais en même temps ils ne se supportent pas parce que chacun veut surpasser les autres.

Donc on a ici une conception de l'être humain qui s'oppose complètement à la conception qu'on a vue caractérisant de façon dominante, pas uniquement mais de façon dominante la pensée antique où l'homme est défini avant tout comme un être raisonnable, comme un être de logos, comme un être raisonnable et là l'homme n'est absolument pas un être raisonnable. Il est un individu mu par des passions, capable, et c'est comme cela qu'il utilisera sa raison, capable de calculer son intérêt et justement c'est ce calcul de son intérêt, le fait qu'il n'est pas seulement mu par des passions mais aussi par le calcul de son intérêt ; c'est ce calcul de son intérêt qui va le conduire à sortir de son état de nature. Donc l'idée de Hobbes c'est que les hommes sont mus par des passions qui provoquent la guerre de tous contre tous mais il y a une autre passion dont je n'ai pas encore parlé qui est la peur de la mort et de la mutilation et pour Hobbes cette peur de la mort et de la mutilation est plus forte que toutes les autres passions et c'est ce qui va inciter les hommes à trouver une solution, à sortir de cet état de nature de tous contre tous.

Donc d'abord les hommes ont imposé des règles de vie commune mais ces règles de vie commune ne suffisent pas et finalement il va falloir contraindre les hommes à l'obéissance, il n'y a pas d'autre solution pour, finalement, garantir la sécurité de chacun. Donc pour Hobbes il va falloir constituer le pouvoir de l'état. Mais les passions des hommes sont tellement fortes que finalement pour pouvoir contenir les hommes il faudra que le pouvoir de l'état soit absolu. Il va falloir que le pouvoir de l'état soit absolu, c'est la seule solution pour qu'il n'y ait pas en permanence des guerres civiles. Donc il faut trouver un état qui est capable de contenir les passions humaines. Alors pour contenir cet état de passions qu'est-ce que les hommes vont faire ? Et bien ils vont renoncer à leurs droits naturels ; le renoncement à leurs droits naturels c'est-à-dire à leur droit d'agir à leur guise, le renoncement à leurs droits naturels permet de constituer un pouvoir politique

qui les dépasse totalement puisqu'ils ont renoncé à leurs droits naturels ils acceptent d'obéir au pouvoir de l'état. Mais, justement pour que le pouvoir soit absolu il ne suffit pas de renoncer à ses droits naturels il faut que un seul ou quelques-uns ou une assemblée, peu importe pour Hobbes c'est pas ça qui est important, mais il faut qu'il y en ait qui conservent leurs droits naturels. Donc ça n'est que dans cette situation-là de déséquilibre total, un peuple qui a consenti à abandonner ses droits naturels et un seul ou quelques-uns qui les conservent, ce n'est que dans cette situation-là de pouvoir absolu, non limité, qu'on peut contenir les passions humaines.

Alors qu'est-ce qui caractérise ce pouvoir absolu ? Ce qui le caractérise c'est que la souveraineté, donc on arrive à ce concept très important de la souveraineté, la souveraineté, c'est à dire le pouvoir de faire les lois et de les imposer et de les faire appliquer, la souveraineté de l'état doit être illimitée et indivisible elle doit être absolument sans limites et justement pour être sans limites il faut qu'elle soit indivisible et il faut que rien ne vienne arrêter le pouvoir de ceux qui ont le pouvoir, donc le pouvoir ce sont les individus qui ont conservé leur pouvoir qui doivent avoir le pouvoir législatif, judiciaire, exécutif et l'idée de Hobbes c'est que toute division affaiblirait considérablement le pouvoir et cet affaiblissement du pouvoir génère finalement la fin de ce pouvoir et la destruction de ce pouvoir, donc il ne faut pas l'affaiblir pour qu'il perdure, or les hommes ont besoin qu'il perdure sinon ils s'entretuent.

D'autre part pour ne pas affaiblir ce pouvoir il ne faut absolument pas laisser les hommes débattre librement du pouvoir, le pouvoir doit avoir un droit de censure, or ça ne signifie pas pour Hobbes que ce pouvoir-là de l'état supprime toutes libertés, finalement pour Hobbes ce pouvoir absolu c'est quelque chose qui garantit une certaine liberté des individus à l'intérieur des droits garantis par le pouvoir qui leur accorde une liberté, donc il y a des lois qui vont garantir la liberté des individus, liberté de circulation, mariage et autres, donc il y a des lois qui vont garantir la liberté des individus mais l'idée de Hobbes c'est qu'il ne doit pas y avoir de constitution qui limite le pouvoir de l'état parce qu'il faut que finalement ceux qui ont le pouvoir soient au-dessus des lois et puissent les modifier s'ils le jugent nécessaire donc en quelque sorte on pourrait dire que Hobbes est le défenseur d'une raison d'état totale, le pouvoir de l'état doit être au-dessus des lois et aller si nécessaire à l'encontre des lois tout cela pour maintenir l'ordre.

Donc j'ai voulu montrer par-là que les concepts de la philosophie politique moderne ne conduisent pas nécessairement au régime, ou d'abord en tout cas, au régime démocratique et que l'on pourrait dire que en apparence ils construisent son opposé puisqu'ils construisent avec Hobbes une théorie qui défend l'absolutisme politique cependant ce que je vais montrer, c'est que ces concepts, s'ils ne conduisent pas d'abord à la démocratie, y conduisent et on le voit nettement avec le concept de souveraineté. Donc je vais revenir un peu là-dessus.

Hobbes il se situe dans la continuité d'un autre philosophe politique du XVI^{ème} siècle Jean Bodin qui élabore le premier la notion de souveraineté, c'est quoi la souveraineté, qu'est-ce que l'on appelle la souveraineté ? La souveraineté c'est la puissance absolue qui constitue et qui impose les lois, et dans cette idée de souveraineté, au départ elle a pour fonction de garantir l'autonomie du politique ; la souveraineté puisque c'est ce pouvoir absolu de constituer des lois, ça veut dire qu'il n'y a rien au-dessus de ce pouvoir absolu de l'état de constituer les lois, donc ça garantit une autonomie du politique et la souveraineté c'est d'abord généralement la plus haute puissance politique qui est dans son principe sans limites, être souverain c'est justement cette puissance qui est sans limite, et si on attribue cette souveraineté à l'état cela devient la puissance de l'état sans limites de s'exercer sur ses sujets, donc on peut dire que cette idée de souveraineté est en apparence très loin de l'idée plus tardive de souveraineté du peuple mais pas tant que ça parce qu'en fait l'idée de souveraineté elle se pense à partir et avec les concepts de puissance et de volonté c'est à dire que la souveraineté c'est :

- d'une part la puissance du politique ou de l'état de s'exercer sur des volontés, car celui qui a la souveraineté exerce son pouvoir sur des volontés, s'impose à des volontés
- d'autre part cette puissance, c'est la puissance de la volonté ; d'un seul, de quelques-uns ou d'une assemblée donc c'est une volonté qui impose sa puissance à d'autres volontés
- et il y a également l'idée dans l'idée de souveraineté que cette puissance d'imposer sa volonté à d'autres volontés sur le consentement du peuple puisque l'état n'est légitime, le pouvoir de l'état n'est légitime, que si le peuple y consent.

Donc on voit ici finalement que la volonté d'imposer son pouvoir à d'autres volontés repose sur la volonté et sur la liberté des individus qui ont choisi de céder leur droit naturel donc l'idée de souveraineté elle contient bien les concepts qui vont conduire à la souveraineté du peuple et il me semble que finalement de même qu'il y a un processus d'affirmation de la loi qui a conduit aux démocraties antiques, il y a les concepts de la philosophie politique qui en permettant de constituer l'état ont finalement conduit à l'état démocratique, il me semble qu'il y a des mouvements qui d'un côté, qui ne sont pas les mêmes, qui d'un côté ont conduit à la démocratie antique et qui de l'autre côté ont conduit à la démocratie, aux démocraties modernes.

Rousseau va faire une critique radicale de la philosophie politique de Hobbes tout en conservant mais en les modifiant les concepts de la philosophie politique moderne. Donc il va repenser ces concepts, et il va les repenser ces concepts de la philosophie politique moderne consentement, contrat social, liberté naturelle, droit naturel, souveraineté, etc , il va repenser ces concepts à partir de Hobbes, essentiellement à partir de Hobbes et contre Hobbes.

Rousseau fait une critique de l'analyse de Hobbes ; quels sont ses arguments principaux ? Hobbes nous dit que le pouvoir de l'état est légitime s'il garantit la paix et la sécurité ; c'est ce que les individus cherchaient en passant ce contrat, ne plus s'entretuer, vivre en paix et en sécurité donc pour Hobbes cela suffit et c'est ce qui rend légitime le pouvoir absolu de l'état mais Rousseau va ironiser en disant : Mais c'est quoi cette paix ? Et dans le « *contrat social* » il écrit au livre « *on vit tranquille aussi dans les cachots, en est-ce assez pour s'y trouver bien ?* » donc que vaut cette paix ? : rien, pareil pour la sécurité, que vaut cette sécurité, quelle sécurité avons-nous lorsque finalement à chaque instant le pouvoir absolu de l'état menace l'individu, donc il n'y a pas non plus de sécurité ; certes les lois peuvent protéger les individus des autres individus mais ils sont complètement menacés par le pouvoir de l'état ; d'autre part Rousseau met en évidence une contradiction qui me semble tout à fait juste. Si on admet avec Hobbes que les hommes sont naturellement libres comment peut-on penser que le renoncement à la liberté est légitime ? donc l'idée de Rousseau c'est que l'homme en fait ne peut pas vouloir, s'il est lucide, s'il est prévoyant, s'il a compris ce qui lui tombe dessus et ce qu'il est en train de lui arriver, cet homme-là ne peut pas vouloir renoncer à sa liberté

Quatrième point de l'analyse de Rousseau et c'est sûrement le plus important, c'est que pour Rousseau la conception que Hobbes a de l'être humain est totalement erronée et il reproche à Hobbes de dépeindre l'homme tel qu'il est naturellement en s'appuyant sur l'homme tel qu'il est devenu. Certes l'homme du XVIII^{ème} siècle c'est un homme qui cherche les honneurs, c'est un homme qui cherche le pouvoir sous toutes ses formes et de plus en plus sous la forme de la recherche de la richesse, c'est un homme qui pense à surpasser les autres, mais ce n'est pas parce que l'homme de maintenant pense à surpasser les autres, n'a qu'une idée en tête c'est d'être supérieur aux autres, ce n'est pas parce que l'homme est comme ça maintenant, qu'il est par nature comme ça, on pourrait très bien penser que l'homme est devenu comme cela, qu'il ne naît pas comme cela mais qu'il l'est devenu et ce sera l'idée de Rousseau et comme Hobbes il va partir de l'état de nature mais son état de nature ne sera pas du tout le même ; l'état de nature pour Rousseau est multiple, il y a plusieurs états :

- premièrement l'homme est tout seul, il est tout seul, il ne sait rien, il est tout nu, mais il est perfectible c'est à dire qu'il est capable d'acquérir des connaissances, il est donc capable de changer donc cet homme il est solitaire, très important pour Rousseau, il est solitaire et c'est parce qu'il est solitaire qu'il est entièrement libre par rapport aux autres et finalement son pouvoir n'est absolument pas limité par les autres mais son pouvoir est limité par la nature donc cet homme il est l'égal des autres, il est libre, de temps en temps il rencontre une femelle, fait ce qu'il a à faire puis il s'en va, la femelle élève l'enfant le temps nécessaire puis ils se séparent donc il n'y a pas de famille, il n'y a pas de société, l'idée de Rousseau, c'est qu'il va y avoir des circonstances naturelles qui vont rassembler les hommes ; les hommes vont se rassembler, il va y avoir un mouvement dans l'histoire de l'homme où finalement ça va vraiment être très bon, on est dans l'idée de ces hommes sauvages qui seraient proches de la nature et qui seraient beaucoup plus heureux que nous, il y a un petit moment qui va être très bon, et puis cette homme il est perfectible, il progresse, il accroît ses connaissances, surtout maintenant il vit avec les autres, il a développé son langage, il a développé ses sentiments, il est devenu beaucoup plus complexe et il a des connaissances de plus en plus importantes et puis catastrophe : invention de l'agriculture, invention de la métallurgie, avec l'invention de la métallurgie et de l'agriculture, division du travail, naissance du désir de posséder des terres, inégalité de richesse, car certains vont comprendre qu'il y a des échanges qui peuvent être profitables et qui vont se montrer plus malins que d'autres et qui vont accumuler des richesses, donc l'homme se dégrade, il se dégrade de plus en plus et à la fin, mais vraiment qu'à la fin, on se retrouve dans la situation décrite par Hobbes, c'est à dire que l'état de nature qui est un état de guerre de tous contre tous est pour Rousseau quelque chose qui arrive à la fin de l'état de nature mais qui n'était pas du tout son commencement et qui est sa fin, fin qui pour Rousseau aurait pu ne pas advenir, on n'est pas dans un processus nécessaire

Donc les hommes se trouvent dans une telle situation qu'ils vont devoir sortir de l'état de nature ils vont devoir en sortir mais pour Rousseau la façon dont ils en sont sortis n'est pas une façon légitime c'est à dire que l'idée de Rousseau c'est que le contrat que les hommes ont passé n'est pas un contrat légitime ; les pauvres se sont fait complètement avoir et pour Rousseau ce contrat qui a produit le pouvoir monarchique et la société dans laquelle ils vivent, ce contrat est un contrat de dupe, c'est un contrat dans lequel certains ont réussi à en duper d'autres.

Je vais vous lire le passage concernant le contrat de dupe et Rousseau sait trop bien écrire alors je ne résiste pas :

« Il n'est pas possible que les hommes n'aient fait enfin des réflexions sur une situation aussi misérable, et sur les calamités dont ils étaient accablés. Les riches surtout durent bientôt sentir combien leur était désavantageuse une guerre perpétuelle dont ils faisaient seuls tous les frais et dans laquelle le risque de la vie était commun et celui des biens, particulier. D'ailleurs, quelque couleur qu'ils pussent donner à leurs usurpations, ils sentaient assez qu'elles n'étaient établies que sur un droit précaire et abusif et que n'ayant été acquises que par la force, la force pouvait les leur ôter sans qu'ils eussent raison de s'en plaindre. Ceux mêmes que la seule industrie avait enrichis ne pouvaient guère fonder leur propriété sur de meilleurs titres. Ils avaient beau dire : C'est moi qui ai bâti ce mur ; j'ai gagné ce terrain par mon travail. Qui vous a donné les alignements, leur pouvait-on répondre, et en vertu de quoi prétendez-vous être payé à nos dépens d'un travail que nous ne vous avons point imposé ? Ignorez-vous qu'une multitude de vos frères périt, ou souffre du besoin de ce que vous avez de trop, et qu'il vous fallait un consentement exprès et unanime du genre humain pour vous approprier sur la subsistance commune tout ce qui allait au-delà de la vôtre ? Destitué de raisons valables pour se justifier, et de forces suffisantes pour se défendre ; écrasant facilement un particulier, mais écrasé lui-même par des troupes de bandits, seul contre tous, et ne pouvant à cause des jalousies mutuelles

s'unir avec ses égaux contre des ennemis unis par l'espoir commun du pillage, le riche, pressé par la nécessité, conçut enfin le projet le plus réfléchi qui soit jamais entré dans l'esprit humain ; ce fut d'employer en sa faveur les forces mêmes de ceux qui l'attaquaient, de faire ses défenseurs de ses adversaires, de leur inspirer d'autres maximes, et de leur donner d'autres institutions qui lui fussent aussi favorables que le droit naturel lui était contraire. Dans cette vue, après avoir exposé à ses voisins l'horreur d'une situation qui les armait tous les uns contre les autres, qui leur rendait leurs possessions aussi onéreuses que leurs besoins, et où nul ne trouvait sa sûreté ni dans la pauvreté ni dans la richesse, il inventa aisément des raisons spécieuses pour les amener à son but. Unissons-nous, leur dit-il, pour garantir de l'oppression les faibles, contenir les ambitieux, et assurer à chacun la possession de ce qui lui appartient. Instituons des règlements de justice et de paix auxquels tous soient obligés de se conformer, qui ne fassent acception de personne, et qui réparent en quelque sorte les caprices de la fortune en soumettant également le puissant et le faible à des devoirs mutuels. En un mot, au lieu de tourner nos forces contre nous-mêmes, rassemblons-les en un pouvoir suprême qui nous gouverne selon de sages lois, qui protège et défende tous les membres de l'association, repousse les ennemis communs et nous maintienne dans une concorde éternelle »

Donc le discours du riche il est très subtil parce qu'il navigue sans cesse entre vérité et mensonge c'est le cas ou effectivement il y a besoin d'une force commune, il y a besoin de lois qui protègent chacun, il y a besoin de s'unir, tout cela est vrai, il y a besoin de protéger le faible mais au fond qui est le plus faible ? et donc tout se joue sur l'ambiguïté du double sens que peut avoir ici faible, faible ça peut être le pauvre on lui dit qu'il est faible, qu'il a besoin d'être protégé donc qu'il a besoin de lois, mais faible c'est avant tout et surtout le riche qui non seulement est menacé dans sa vie mais aussi menacé dans ses possessions et qui donc est beaucoup plus menacé que le pauvre donc double discours à la foi vrai et faux et Rousseau dit que même les sages, donc ceux qui ont compris l'ambiguïté du discours, même les sages ont compris qu'il fallait s'y résoudre.

Voilà ce que Rousseau dit dans « *le discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* » dans *le contrat social*. Rousseau va penser à contrat social légitime ; contrat social légitime pour Rousseau, ça va être un contrat social qui garantit la sécurité, la paix et la liberté et donc la question de Rousseau, la question centrale, c'est : comment obéir sans servir, comment l'obéissance aux lois peut-elle être liberté, comment peut-elle être compatible avec la liberté et donc Rousseau, livre1 chapitre6, pose le problème, et c'est ça qui est intéressant et à quel point le discours du riche au pauvre est fort, il pose le problème pratiquement dans les mêmes termes que dans « *le discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* » il dit : « *le but, trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé et par laquelle, chacun s'unissant à tous, n'obéisse pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant* »

Alors comment faire pour justement que l'homme obéisse, comment faire pour construire une force commune, comment faire pour finalement produire une obéissance des individus aux lois et en même temps conserver la liberté ? Solution de Rousseau, solution très simple : « *l'aliénation totale de chaque associé avec tous ces droits à toute la communauté* ». Donc comme Hobbes Rousseau dit que la solution, c'est l'abandon des droits naturels, même chose, les individus doivent renoncer au pouvoir d'agir à leur guise, ils doivent accepter d'obéir à des lois, pareil, mais grande différence ; pour Hobbes c'était la grande majorité renonce et quelques-uns conservent, alors que là on a l'idée que tous, tous abandonnent leurs droits naturels à toute la communauté, donc il y a une égalité dans l'abandon des droits naturels et c'est cette égalité dans l'abandon des droits naturels qui va produire ce que Rousseau appelle la volonté générale qui est la volonté de la collectivité, qui est une volonté commune, c'est finalement la volonté du peuple, c'est une volonté commune qui veut le bien commun.

Donc pour Rousseau, la volonté générale ce n'est absolument pas la volonté majoritaire c'est la volonté du peuple à part quelques exceptions, donc on peut dire que c'est vraiment un processus de décision commun, une volonté commune et cette volonté commune qu'est-ce qu'elle veut et bien elle veut le bien de la collectivité.

Pour Rousseau le contrat social il fait naître la volonté générale et en faisant naître la volonté générale il constitue le peuple, il fait naître le peuple comme dans son unité, un peuple qui veut son bien propre et donc l'idée de Rousseau, c'est que pour rester aussi libre qu'auparavant il faut que le peuple soit souverain donc il faut instituer la souveraineté du peuple, il faut que chacun soit législateur et sujet, que chacun fasse les lois et soit en même temps soumis à ces lois parce que dans ce cas en obéissant aux lois j'obéis à moi-même et en admettant que je ne sois pas en accord, comme cette loi est la loi qui a été décidée par la collectivité et que je suis membre de cette collectivité j'accepte cette loi comme étant mienne.

Alors, qu'est ce qui doit caractériser la souveraineté du peuple pour Rousseau ? Et bien Rousseau nous dit : Pour être dans un démocratie, cette souveraineté du peuple doit être inaliénable et indivisible, elle doit être inaliénable c'est à dire que le peuple ne doit pas aliéner sa volonté de décider des lois qui vont le gouverner, il ne doit pas l'aliéner c'est à dire qu'il ne doit pas, en aucun cas, déléguer sa souveraineté car si on délègue sa souveraineté à des responsables, à des représentants qui sont sensés nous représenter et bien nous perdons notre souveraineté car déléguer une souveraineté, c'est ne plus l'avoir, par définition une souveraineté ne doit pas être cédée à qui que ce soit, donc si Rousseau dit que le peuple délègue la souveraineté et bien finalement il disparaît en tant que peuple uni, il n'y a plus de volonté générale qui décide mais quelques représentants, alors le peuple disparaît et la souveraineté du peuple disparaît avec, pour Rousseau la démocratie doit être directe et la démocratie elle doit être aussi indivisible c'est à dire que Rousseau ne pense pas qu'il faut diviser le pouvoir, il ne pense pas comme Montesquieu que le pouvoir doit arrêter le pouvoir.

La souveraineté elle est indivisible et justement Rousseau contre Montesquieu dans « *l'esprit des lois* » Montesquieu disait : « *pour qu'on ne puisse abuser du pouvoir il faut que par la disposition des choses (c'est à dire par la constitution), le pouvoir arrête le pouvoir* », Rousseau dit non, justement la souveraineté du peuple doit être indivisible car si on la divise, là encore une fois le peuple se désagrège, la volonté générale se désagrège, donc pour Rousseau il ne doit pas y avoir de séparation du pouvoir et notamment du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif, c'est à dire que cela signifie que l'exécutif ne doit pas être pensé comme un contre-pouvoir, bien sûr qu'il y aura de l'exécutif car il faudra bien qu'il y en ai qui gouvernent, mais l'exécutif n'est pas pensé comme un contre-pouvoir, l'exécutif est pensé comme l'organe du législatif, l'organe de la souveraineté du peuple qui légifère, donc c'est vraiment le peuple qui détient le pouvoir politique puisque l'exécutif n'est pensé que comme organe d'exécution et absolument pas comme un contre-pouvoir, donc pour Rousseau le gouvernement n'est absolument pas une puissance autonome.

Dernier point : Notre démocratie est-elle un mythe ou une réalité ?, étant donné finalement ce qu'on a vu avec la démocratie athénienne et ce que l'on vient de voir avec Rousseau on pourrait penser que la démocratie ne peut être que directe et que donc notre démocratie n'est pas une démocratie, il y a un problème, surement moins aujourd'hui qu'au XVIII^{ème} siècle, mais au XVIII^{ème} siècle les démocraties modernes se sont constituées dans des états qui n'avaient rien à voir avec les cités antiques et qui étaient de grands états, donc comment organiser une démocratie directe ? (quand il n'y a pas internet) dans un grand état, et donc Rousseau lui-même pense comment on pourrait concilier démocratie indirecte et démocratie, évidemment une démocratie représentative indirecte ne serait pas une véritable démocratie puisque pour Rousseau

la véritable démocratie est directe, mais il pense quand même la possibilité de la constitution d'un pouvoir représentatif et c'est notamment ce qu'il fait, non pas dans le *contrat social* puisque dans le *contrat social* il pense le modèle idéal, mais c'est ce qu'il fait dans les « *considérations sur le gouvernement de Pologne* » et là il dit oui il est peut-être parfois nécessaire, quand l'état est important de passer par un système représentatif, alors comment faire pour que ce système représentatif ne soit pas complètement destructeur de la volonté du peuple, alors comment faire, et bien pour Rousseau il faut qu'il y ai un changement très fréquent des représentants, il ne faut absolument pas que se constitue une élite politique professionnalisée et il faut d'autre part que leurs conduites soient absolument transparentes et contrôlées par le peuple, donc il faut leur accorder le moins d'autonomie et d'indépendance possible.

D'autre part Rousseau se trouve confronté à un autre problème, c'est comment maintenir la conscience citoyenne, comment maintenir la volonté générale, c'est à dire comment faire en sorte que le peuple se sente « un » et décide de lois en fonction de la recherche de l'intérêt commun du peuple, comment maintenir ça, ce sens de la collectivité de la communauté, et bien pour Rousseau il faut qu'il y ai sans cesse des assemblées du peuple, il faut que plusieurs fois par mois, le peuple, au niveau des villes, des villages, etc.... se retrouve pour débattre et discuter des lois, il faut absolument empêcher la formation des partis politiques parce que dès qu'il y a parti politique il y a groupe d'intérêt et quand il y a groupe d'intérêt il n'y a plus de peuple uni qui pense au bien commun, il y a des individus qui vont voter en fonction de leurs intérêts particuliers, difficile de faire autrement.

D'autre part pour Rousseau, finalement ce qui est le principal obstacle à la démocratie c'est le développement du commerce et du luxe parce qu'à partir du moment où le luxe se développe les inégalités se développent et quand les inégalités se développent le peuple là aussi se divise ne se sent plus « un » et les individus vont encore plus défendre leurs intérêts particuliers, donc plus d'unité du peuple et défense par chacun des intérêts particuliers et Rousseau pensait, que finalement, c'était le principal obstacle aux démocraties modernes, alors nous on est en plein la-dedans, donc est-ce qu'il faut dire que l'on n'est pas dans une vraie démocratie comme le disent finalement de nombreux penseurs actuels de la démocratie, Rancière, Castoriadis, et d'autres, dans un état de droit oligarchique, on ne serait pas dans une démocratie, on serait dans une oligarchie, une élite politique qui concentre le pouvoir, qui n'est jamais remplacée, qui est toujours la même, on a toujours le choix entre les mêmes et surtout, ça c'est très grave, une élite politique qui finalement ne constitue pas une véritable alternance parce que tous les extrêmes ; ils ont été éliminé (pas tous) et finalement ce qui caractérise, c'est quand même le consensus politique, il y a un consensus politique, il n'y a pas de véritable alternance parce que finalement il y a un consensus politique de la droite et de la gauche, consensus politique sur quoi, et bien sur le fait qu'il n'y a rien à faire, ça c'est ce que montre bien Rancière, puisque finalement c'est l'économie qui est la seule réalité, il n'y a qu'une seule réalité : l'économie et cette économie elle ne nous laisse pas le choix, et bien puisqu'il n'y a pas le choix, c'est la science économique qui nous le dit ; et finalement cette oligarchie qu'est-ce qu'elle fait ? Elle fait disparaître le peuple, elle essaie de gouverner sans le peuple, car ce n'est pas la peine de réfléchir puisqu'il n'y a rien à faire et qu'il faut suivre ce que dicte l'économie.

Donc il y a une disparition du peuple et il y a une disparition de l'idée de politique, finalement à quoi ça sert les débats s'il y a une loi économique qui s'impose à nous, plus de peuple plus d'économie, d'où la dépolitisation du peuple que l'on avait vu au début et qui est tout à fait compréhensible puisque justement l'oligarchie a fait en sorte de dépolitiser ce peuple et l'on pourrait dire qu'aujourd'hui la démocratie n'est plus qu'un système de domination, elle n'est plus qu'un système de domination et on ajoute ça à des critiques genre Badiou qu'on a vu, qui reprennent Platon avec l'idée que ce peuple consommateur fait n'importe quoi, donc notre démocratie ça serait du n'importe quoi, mais justement la position de Rancière me semble très

intéressante parce qu'elle est beaucoup plus nuancée que cela, Rancière nous dit : Attention à la haine de la démocratie parce que finalement cette haine de la démocratie c'est ce que veut le pouvoir oligarchique et nous sommes justement suffisamment malgré tout par certains aspects, évidemment pas le partage du pouvoir, mais nous sommes par certains aspects suffisamment dans une démocratie et bien justement par l'*iségoria*, par la liberté de parole, nous sommes suffisamment dans une démocratie pour pouvoir malgré tout lutter, évidemment pas d'un coup, pas de façon miraculeuse, mais lutter contre tout ce qui fait obstacle à la démocratie c'est à dire essentiellement le pouvoir de l'argent, et il me semble que justement les droits de l'homme, bien qu'ils aient été critiqué, notamment par Marx, les droits de l'homme nous donnent cette possibilité qu'ils sont quand même toujours garantis, pas forcément respectés, ils nous donnent cette possibilité de contester, de débattre, ils donnent la possibilité de faire circuler les pensées, les opinions, d'organiser des débats politiques et il n'y a finalement que dans cette affirmation de la démocratie dans le débat politique, que la démocratie peut perdurer et lutter contre tous ceux qui s'opposent à elle.

Ce qui me semble essentiel c'est de ne pas tomber dans la haine de la démocratie puisque si on tombe dans la haine de la démocratie de toute façon le pouvoir de l'argent et le pouvoir oligarchique nous écrasera complètement.